



**Conférence des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr. générale
15 juin 2012
Français
Original: anglais

Conseil du commerce et du développement
Groupe de travail du cadre stratégique et du budget-programme
Soixante et unième session
Genève, 25-29 juin 2012
Point 3 de l'ordre du jour provisoire
**Examen de la mise en œuvre de la stratégie de communication
et de la politique de publication de la CNUCED**

**Rapport sur la mise en œuvre de la stratégie
de communication et de la politique de publication
de la CNUCED***

* Le présent document a été soumis à la date indiquée ci-dessus en raison de la nécessité de tenir compte des résultats de la treizième session de la Conférence.

Introduction

1. En septembre 2009, le Conseil du commerce et du développement a adopté la stratégie de communication (TD/B/56/9/Rev.1) et la politique de publication (TD/B/56/10/Rev.1) de la CNUCED. La première a pour objectif: a) de contribuer au mandat de la CNUCED; b) de renforcer la visibilité de ses activités; c) d'assurer une diffusion efficace; et d) d'intégrer de bonnes pratiques de communication. La seconde vise à: a) proposer un cadre pour la planification et la gestion des publications afin de répondre aux besoins des pays en développement et aux demandes des organes intergouvernementaux; b) assurer leur pertinence, leur cohérence, leur caractère novateur et leur qualité; et c) garantir leur diffusion optimale aux principaux publics visés ainsi qu'une information en retour de la part de ceux-ci. Le secrétariat est tenu de présenter au Conseil un rapport annuel sur la mise en œuvre de la stratégie de communication et de la politique de publication par le biais du Groupe de travail. Le présent rapport passe en revue les principales initiatives prises dans ce but.

2. Comme l'illustre la stratégie de communication de 2009, l'ensemble du personnel exerce des responsabilités en matière de communication. Les activités de communication, d'information et de relations publiques sont exécutées par l'ensemble des divisions et des groupes. La Section de la communication, de l'information et des relations publiques est le principal coordonnateur et fer de lance des relations publiques, notamment avec la presse et les médias, la société civile, les organisations internationales et le grand public. Le Service d'appui intergouvernemental est le premier interlocuteur des États membres. Les divisions renforcent les activités de communication en ciblant leurs destinataires dans leurs domaines de compétence respectifs, c'est-à-dire les décideurs, le secteur privé et les milieux universitaires. Le Service de la coopération technique coordonne la communication avec les donateurs, les partenaires institutionnels et le Groupe interinstitutions sur le commerce et les capacités productives. Le Conseil éditorial de la communication et le Comité des publications sont au cœur de la coordination et de la planification internes. La stratégie de communication et la politique de publication ont guidé le renforcement des activités de communication et de diffusion, sous la responsabilité du Secrétaire général adjoint. Le présent rapport passe en revue les activités menées entre février 2011 et avril 2012.

I. Communication et diffusion

A. Principales activités menées en 2011 et 2012

3. Pendant la période considérée, les activités menées ont porté essentiellement sur: la contribution de la CNUCED à la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (mai 2011); le renforcement de la présence de la CNUCED sur Internet, en particulier la mise en œuvre du nouveau site Web (mars 2012) et le recours aux médias sociaux; l'élaboration, l'adoption et l'application de la nouvelle image de marque de la CNUCED (septembre 2011); et la mise en œuvre d'un plan de communication ciblé à l'appui de la treizième session de la Conférence – CNUCED XIII – (avril 2012). Une attention particulière a été accordée à la diffusion d'informations sur Internet. À cette fin, un site Web consacré à la treizième session de la Conférence – www.unctadxiii.org – a été mis au point.

4. Le Conseil éditorial de la communication, instauré par le Secrétaire général adjoint en 2010, a continué de se réunir régulièrement afin d'examiner les priorités de l'organisation en matière de communication, de partager l'information et de coordonner sa diffusion. Il s'est notamment occupé de la planification des campagnes de presse, de la

diffusion prévue d'informations sur Internet et de la mise en place du nouveau site Web. Il réunit les coordonnateurs désignés par l'ensemble des divisions et les principales unités administratives de la CNUCED. Ces réunions sont présidées par le représentant de la Section de la communication, de l'information et des relations publiques et font l'objet d'un compte rendu à des fins de suivi.

5. Des efforts particuliers continuent d'être déployés afin d'harmoniser la stratégie de communication de la CNUCED. Suite à la nomination de deux nouveaux directeurs en 2011, la Section de la communication, de l'information et des relations publiques a été priée d'aider le personnel des divisions concernées à adopter une culture de la communication plus efficace. La CNUCED s'est également efforcée d'améliorer les compétences internes en matière de communication en 2011; les représentants du Service de l'information des Nations Unies à Genève et du Forum économique et social ont été invités à partager avec le personnel de la CNUCED leur expérience en ce qui concerne le recours aux médias sociaux.

B. Image de marque

6. Conformément à sa stratégie de communication, la CNUCED a mis au point – dans le cadre plus large du système des Nations Unies – une image de marque propre à l'organisation, notamment en définissant sa mission, sa devise et les messages fondamentaux à diffuser au niveau mondial. L'objectif est d'illustrer la raison d'être de la CNUCED et l'interdépendance de ses travaux dans les domaines du commerce, de l'investissement, du financement, de la technologie et du développement durable. Cet exercice a été essentiellement entrepris en interne et financé par les ressources existantes. Suite à la treizième session de la Conférence, les principaux messages ont été réexaminés afin de tenir compte des résultats des négociations entérinés par le mandat de Doha. La nouvelle image de marque a fait l'objet d'échanges sur le site Intranet de la CNUCED.

7. Le processus de consultation ouvert à tous qui a été mis en place en 2011 a débouché sur l'adoption d'une nouvelle image de marque, qui se traduit notamment par un logo en couleur apposé sur l'ensemble des documents de communication et des publications de la CNUCED. Un certain nombre de rapports publiés en 2011 ont déjà adopté la nouvelle présentation. La CNUCED poursuit l'harmonisation de ses produits imprimés et en ligne, notamment des documents figurant sur le nouveau site Web, des dossiers de presse, des en-têtes de lettres et de tous les autres documents, affiches et bannières. La présentation visuelle de la treizième session de la Conférence était conforme à la nouvelle image de marque et contribuait à donner une vision uniforme de la CNUCED.

Encadré 1

Identité graphique

a) La nouvelle identité graphique symbolise le mouvement et le développement. Les trois formes ascendantes suggèrent le progrès et l'avenir. Elles représentent les trois principaux piliers des travaux de la CNUCED: recherche et analyse, formation de consensus et coopération technique, qui sont aussi illustrés dans l'expression suivante: Réflexion-Débat-Exécution.

b) À l'intersection de ces formes, de nouvelles formes sont créées, illustrant l'interdépendance des questions traitées par la CNUCED. Dans le même temps, chacune des trois formes est autonome.

S'agissant des couleurs, le choix du bleu inscrit l'image de marque de la CNUCED dans le cadre plus large du système des Nations Unies dont l'organisation fait partie. La couleur bronze a été choisie comme la principale couleur de la CNUCED afin de la

différencier de manière immédiate et claire des couleurs utilisées habituellement par les divers organismes des Nations Unies. Cette couleur est à la fois élégante sans être clinquante... Elle est bien assortie au bleu qui a été choisi; elle évoque aussi la couleur de la terre, intégrant ainsi l'idée d'un développement durable.

8. Le processus de réflexion sur l'image de marque de l'organisation a fait ressortir comme slogan l'expression «Prospérité pour tous». Ce slogan et les messages fondamentaux de la CNUCED ont été le résultat de consultations entreprises auprès du personnel et de publics ciblés. Le slogan a été adopté à la suite d'une réunion organisée par la Section de la communication, de l'information et des relations publiques au cours de laquelle plus de 50 propositions ont été faites.

C. Le site Web de la CNUCED

9. En 2011, la CNUCED s'est concentrée sur la première phase de la refonte complète de son site Web; elle s'efforce de consolider les sous-sites spécialisés créés au fil des ans pour répondre aux besoins de ses divers programmes et groupes. Le processus implique une profonde révision de la structure et de la configuration du site, qui sera effectuée sur la base d'une analyse des besoins des utilisateurs et des objectifs de l'institution en matière de diffusion.

10. La CNUCED a lancé son nouveau site Web le 15 mars 2012. Ce site, dont l'adresse est www.unctad.org, est le résultat de consultations internes et externes, effectuées auprès d'un large éventail de publics ciblés. Il s'agit d'un site dynamique dont la présentation est moderne. On s'efforce de mieux organiser les contenus et d'améliorer les moyens de recherche.

11. Depuis le lancement du nouveau site, la priorité a consisté à tester et à affiner le contenu et les caractéristiques techniques grâce aux ressources disponibles. Les informations en retour jouent un rôle essentiel dans ce processus. La CNUCED a mis en place un système permettant de recevoir et d'examiner les observations des utilisateurs d'une manière systématique. Toutefois, les informations en retour étant traitées par le personnel chargé de l'entretien du site Web et des mises à jour, ainsi que des projets spéciaux tels que la treizième session de la Conférence, il est difficile de donner suite en temps réel aux observations formulées.

12. Pour la première fois, le nouveau site Web, qui fonctionne grâce au système de gestion des contenus SharePoint 2010, réunit les connaissances de la CNUCED dans un répertoire central facilement consultable. En adoptant la nouvelle identité graphique de la CNUCED, le site Web unifie la présence de l'organisation en ligne, promouvant ainsi le concept d'«Une CNUCED».

13. La nouvelle plate-forme permet de connaître systématiquement l'utilisation qui en est faite, ce qui sera essentiel pour apporter des améliorations. La CNUCED peut désormais avoir accès à des informations complètes telles que les pages visualisées et les documents téléchargés. Cela permettra au personnel d'avoir une connaissance directe de l'étendue de la diffusion des travaux. Une première évaluation reposant sur la collecte systématique de données pourra figurer dans le rapport de l'année prochaine.

14. Grâce au système de gestion des contenus SharePoint 2010, l'automatisation de processus internes d'un certain nombre d'activités, notamment en ce qui concerne les publications, est en cours.

15. La prochaine phase de la mise en place du site Web consiste à regrouper et à mettre à jour les pages Web thématiques et propres à un projet, aussi bien du point de vue

technique que sur le plan du contenu. Ce processus se fera en coopération étroite avec les divisions et les services, mais son avancement dépendra des ressources humaines dont on disposera pour y contribuer.

16. **Site Web de la treizième session de la Conférence:** Parallèlement au lancement de son nouveau site Web, la CNUCED a mis au point un site consacré à la treizième session de la Conférence (CNUCED XIII) afin de donner les informations les plus récentes et les documents de base pour la Conférence. Plus de 150 000 pages du site Web de la CNUCED XIII ont été consultées pour le seul mois d'avril 2012.

D. Produits d'information visés

17. Outre les publications périodiques et non périodiques, la CNUCED a publié un certain nombre de produits de communication et d'information, spécialement conçus pour répondre aux besoins des publics visés. Des informations pertinentes, d'actualité et adaptées aux publics visés sont communiquées dans la langue et sous la forme appropriées. Elles sont diffusées soit sous forme électronique, soit sur papier. Les produits d'information ont contribué à illustrer les travaux de la CNUCED à l'occasion de conférences, de réunions, de séminaires et de missions. Il s'agit des produits suivants:

a) **Alertes électroniques:** Ces documents électroniques, qui peuvent être consultés d'un simple coup d'œil, visent à informer rapidement les principales parties intéressées des publications, activités, conclusions, recommandations et autres nouvelles de la CNUCED. Ils sont destinés aux journalistes, au secteur privé, aux milieux universitaires, aux organisations de la société civile et aux parlementaires;

b) **Notes de synthèse:** Ces documents directifs sont conçus pour informer les gouvernements, les organisations de la société civile, les organes de réflexion et les universités des travaux de recherche réalisés, des analyses effectuées et des orientations proposées par la CNUCED. Pendant la période considérée (février 2011-avril 2012), 19 notes de synthèse ont été publiées;

c) **Questions en bref:** Elles décrivent de manière succincte et concise les activités de coopération technique de la CNUCED, en donnant des exemples de retombées directes et positives sur la vie des populations. Huit questions en bref ont été publiées;

d) **Bulletins d'information:** Ils donnent des informations à jour sur les activités qui intéressent les publics visés. Ils sont diffusés sous forme électronique et, si nécessaire, sur papier. Le bulletin d'information trimestriel Transport Newsletter compte plus de 3 000 abonnés et le Creative Industries Newsletter est envoyé à 2 000 destinataires environ;

e) **Global Investment Trends Monitor:** Il évalue périodiquement les tendances de l'investissement étranger direct (IED);

f) **Investment Policy Monitor:** Il donne des renseignements par pays d'origine et pays hôte sur les mesures prises aux niveaux national et international;

g) **IIA Newsflash:** C'est un outil d'information ponctuel destiné aux négociateurs d'accords internationaux d'investissement (AII);

h) **Guides et brochures:** Parmi ces guides d'instructions et de conseils, il convient de citer, en 2011, les versions à jour du guide de la coopération technique ainsi que des activités du Groupe interinstitutions sur le commerce et les capacités productives;

i) **Dépliants:** Ils portent sur des projets ou programmes de la CNUCED, notamment sur le programme de formation portuaire de l'organisation destiné au réseau de pays francophones et hispanophones, et comportent des mises à jour consacrées au tourisme durable au service du développement en français, en portugais et en espagnol;

j) **UNCTAD This Week** (liste de destinataires et site Web): Cette publication fournit aux délégations et au personnel de la CNUCED des informations et des hyperliens sur les réunions, activités, publications récentes et nouvelles concernant la CNUCED;

k) **Communiqués de presse et notes d'information**: Destinés aux médias, ces documents sont aussi envoyés aux États membres et à la société civile, et sont publiés sur Internet. Quatre-vingt-dix communiqués de presse, dont 30 sur la treizième session de la Conférence, ont été envoyés sous forme électronique à plus de 2 000 journalistes choisis dans le monde. En outre, 48 notes d'information ont été publiées;

l) **Alertes médias**: Ces textes très courts sur les publications phares, les activités et les réunions contiennent des liens vers les dossiers de presse et documents de fond pertinents. Leur nombre a augmenté pour atteindre 38;

m) **Actualités du Web**: Elles donnent des informations à jour, succinctes et en temps réel sur les activités, les publications, les réunions et les missions de la CNUCED. Une part plus grande est faite aux images;

n) **Portails Internet et sites Web spécialisés**: Le portail des projets de coopération technique de la CNUCED donne régulièrement des informations à jour. Le site consacré à la formation TrainForTrade permet aux participants d'accéder à des documents de formation, des blogs, des forums, des tests, des évaluations et des questionnaires d'opinion, notamment à une bibliothèque de ressources didactiques multimédias et à des exposés filmés;

o) **Médias sociaux**: En 2011, la CNUCED a accru sa présence dans les médias sociaux et son impact sur ces derniers, notamment par le biais de Twitter, Flickr et YouTube;

i) Sur Twitter, la CNUCED diffuse des informations au sujet de son actualité, de ses publications, de ses réunions et de ses vidéos. Ces informations sont habituellement relayées par d'autres utilisateurs de Twitter, notamment les organes des Nations Unies, la société civile et les milieux universitaires, et appellent l'attention sur les travaux de la CNUCED. Le nombre des acteurs qui «suivent» le compte de la CNUCED sur Twitter est passé de 300 au début de 2011 à plus de 7 000. Un certain nombre d'organisations internationales, notamment le Centre du commerce international et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), reprennent quotidiennement les nouvelles de la CNUCED;

ii) Flickr est désormais la principale source d'images pour toutes les réunions importantes. Les images sont publiées en temps réel sur le site Web de la CNUCED;

iii) YouTube héberge toutes les vidéos de la CNUCED. Il est ainsi plus facile de les visionner et de les partager, cela permet de normaliser les vidéos en ligne de la CNUCED. La CNUCED continue de produire, selon que de besoin et quand ses ressources le lui permettent, des vidéos de courte durée pour promouvoir ses réunions. Elle diffuse aussi des entretiens avec des personnalités;

p) **CD-ROM et clefs USB**: Afin de répondre aux besoins découlant de l'organisation de plus en plus fréquente de conférences sans papier, la CNUCED diffuse des documents sur mesure sur CD-ROM ou, comme à l'occasion de la treizième session de la Conférence, sur clef USB;

q) **Correspondance officielle**: Que cela soit sous forme électronique ou sur papier, elle représente un moyen important de diffusion d'informations, en particulier à l'intention des délégations, sur les activités, l'ordre du jour des réunions, les documents et les publications.

E. Principaux publics visés

1. Décideurs

18. Les décideurs sont définis dans la stratégie de communication comme étant le principal groupe cible de la CNUCED. En font partie les responsables publics de haut niveau, notamment les représentants et les parlementaires.

19. Les publications de la CNUCED visent principalement les décideurs. Une diffusion efficace joue un rôle essentiel dans les activités de communication et d'information du secrétariat. La stratégie de communication préconise aussi de cibler directement les décideurs en organisant des réunions avec les fonctionnaires de la CNUCED, en dialoguant lors des réunions de haut niveau, en faisant participer les parlementaires et en organisant des séances d'information et des activités conjointes avec l'Union interparlementaire.

20. Les réunions de haut niveau entre le Secrétaire général de la CNUCED, le Secrétaire général adjoint et de hauts responsables sont un moyen efficace de promouvoir les travaux directifs et l'assistance technique de la CNUCED. Pendant la période considérée, le Secrétaire général a rencontré un grand nombre de responsables, en particulier avant et pendant la treizième session de la Conférence.

21. L'accent a été mis sur la présentation des publications phares et les conclusions d'autres travaux de recherche auprès des délégations. Par exemple, le *Rapport sur le commerce et le développement, 2011* a été présenté aux délégations à Genève à l'occasion de la session du Conseil du commerce et du développement tenue en septembre 2011, et à New York lors d'une séance d'information organisée au Siège de l'Organisation des Nations Unies en octobre 2011. Les résultats des travaux de recherche et les recommandations de la CNUCED sur la mondialisation, les politiques macroéconomiques et les stratégies de développement ont été exposés à l'occasion de réunions du Conseil économique et social, à la Réunion spéciale de haut niveau du Conseil économique et social avec les institutions de Bretton Woods et l'Organisation mondiale du commerce tenue à New York en mars 2012. Un rapport sur la viabilité de la dette extérieure et le développement a été présenté et débattu à la soixante-sixième session de l'Assemblée générale en octobre 2011.

22. La participation de la CNUCED aux réunions du Groupe des 20 (G-20) est un moyen important de toucher les décideurs depuis 2009. Plusieurs documents ont été publiés sur le site Web de la CNUCED en tant que contributions techniques aux processus du G-20 (par exemple, sur les flux de capitaux, les déséquilibres mondiaux et la financiarisation des marchés de produits de base).

23. Une autre initiative axée sur les décideurs a été l'organisation d'une réunion-débat consacrée à la réflexion sur le développement à l'issue de trois décennies de parution du *Rapport sur le commerce et le développement*, qui s'est tenue en février 2012 comme réunion préalable à la treizième session de la Conférence. Ce débat, qui a été diffusé sur Internet, s'inscrivait dans le cadre d'une initiative plus large portant notamment sur la parution de la publication intitulée *Trade and Development Report 1981-2011: Three Decades of Thinking Development*, qui a été présentée à la treizième session de la Conférence à Doha. Les archives du *Rapport sur le commerce et le développement* ont été entièrement numérisées, avec l'aide du Groupe de la numérisation et des microformes de la Bibliothèque de l'Office des Nations Unies à Genève; la série complète est désormais disponible sur le site Web de la CNUCED (auparavant, seules les livraisons remontant jusqu'à 1996 étaient numérisées). La CNUCED a lancé un nouveau blog visant à nourrir la réflexion sur le développement en formulant des observations sur des idées, des réunions et des politiques dans le cadre de l'économie mondiale, par le biais de son Institut virtuel et du Réseau mondial de groupes de réflexion.

24. Sur la base du *Rapport 2010 sur les pays les moins avancés*, qui a servi de document de base pour les débats de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, la CNUCED a dialogué avec des décideurs à la Réunion spéciale de haut niveau du Conseil économique et social avec les institutions de Bretton Woods, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Réseau du Comité d'aide au développement sur la réduction de la pauvreté, le Parlement européen, la Conférence des ministres du commerce de l'Union africaine (à sa sixième session ordinaire), la Commission du développement du Parlement européen, et le secrétariat du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Des ateliers régionaux, tenus au Népal pour les PMA d'Asie (mars 2011) et en Éthiopie pour les PMA d'Afrique et Haïti (avril 2011), ont permis d'illustrer les travaux de recherche et d'analyse directive de la CNUCED.

25. Le *Rapport 2011 sur l'économie de l'information* a été présenté à l'occasion de séances spéciales consacrées aux technologies de l'information et de la communication (TIC) organisées à Bonn, à Dhaka, à Genève, à La Haye et à Washington. La présentation de ce rapport à l'occasion de diverses conférences à vocation universitaire et directive a permis à la CNUCED d'établir des relations avec l'ensemble des experts des TIC, et d'instaurer un dialogue sur les TIC au service du développement au niveau international ainsi que de créer une passerelle entre les acteurs de ce secteur et ceux du développement du secteur privé.

26. Les cours de formation assurés par le personnel de la CNUCED sur les grands problèmes économiques internationaux, conformément au paragraphe 166 du Plan d'action adopté à la dixième session de la Conférence, ainsi que de nombreux séminaires, souvent organisés conjointement par la CNUCED et les institutions nationales, sont restés un moyen important pour la CNUCED de diffuser les résultats de ses travaux de recherche et de ses analyses ainsi que ses recommandations. Par exemple, en 2011, trois cours de formation régionaux, réunissant au total 45 participants, ont été organisés à: a) Medellín (Colombie) pour l'Amérique latine et les Caraïbes; b) Lusaka (Zambie) pour l'Afrique, au siège du Marché commun des États de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe; et c) Singapour pour la région Asie-Pacifique. En outre, six cours succincts sur des questions économiques internationales d'actualité ont été organisés en 2011, sur les thèmes suivants: a) gouvernance, développement et PMA; b) politique industrielle et intégration productive, c) dette souveraine et crise de la dette; d) réforme de l'architecture financière internationale; e) situation générale de la sécurité alimentaire et des marchés de produits agricoles dans les pays en développement; f) science, technologie et innovation au service du développement: principales orientations.

2. Médias

27. Pendant la période considérée, la CNUCED a été davantage présente dans les médias. Cela est dû à la fois au fait qu'il a déjà été rendu compte des travaux de fond de la CNUCED et à la couverture de la treizième session de la Conférence dans les médias. Quelque 9 000 coupures de presse ayant trait à la CNUCED ont été recueillies entre janvier 2011 et fin avril 2012. Environ 1 300 de ces coupures traitaient de la treizième session de la Conférence; elles ne représentent qu'une partie des articles réellement publiés. Les moteurs de recherche dont la CNUCED dispose ne comptabilisent qu'un pourcentage restreint des mentions réellement faites de la CNUCED dans les médias; d'après les estimations, cette proportion ne serait que de 20 %. Cela vaut en particulier pour les documents produits dans les langues moins courantes. La Section de la communication, de l'information et des relations publiques présente quotidiennement sur le site Intranet de la CNUCED les coupures de presse recensées. Pendant la période considérée, la CNUCED a aussi été évoquée lors d'émissions internationales de radio et de télévision. En l'absence d'un outil de suivi, la CNUCED est tributaire des informations envoyées en retour par ses

partenaires des médias, par son personnel ainsi que par les bureaux du Service de l'information des Nations Unies dans les pays pour recueillir ce type de donnée.

28. Les travaux de la CNUCED sont régulièrement présentés dans les médias qui touchent le grand public, notamment sur les premières pages de journaux prestigieux et sur les pages d'accueil de certains fournisseurs d'accès à Internet. Des publications spécialisées rendent régulièrement compte de manière approfondie des travaux d'orientation et d'analyse de la CNUCED.

29. La CNUCED a mis l'accent sur la poursuite de ses relations avec plus de 200 représentants de médias internationaux accrédités auprès de l'Office des Nations Unies à Genève. Elle envoie deux fois par semaine des mises à jour et des prévisions sur ses activités, réunions et séances de lancement pour les conférences de presse organisées par le Département de l'information de l'Organisation des Nations Unies. Les journalistes continuent de complimenter la CNUCED sur ses services et sur la rapidité avec laquelle les informations sont communiquées. Ils apprécient non seulement l'organisation de conférences de presse par la CNUCED, mais aussi la possibilité de procéder à des échanges informels avec le Secrétaire général de la CNUCED à l'occasion de grandes réunions. La CNUCED n'étant pas une organisation de terrain, elle entretient aussi activement des liens avec les journalistes des principaux centres de communication que sont notamment Londres, Paris, Bangkok, Dakar et de Johannesburg et d'Addis-Abeba. Elle continue de développer ses relations avec des organismes des Nations Unies présents sur le terrain, notamment par le biais du réseau de communication pour le développement des Nations Unies. La CNUCED coopère étroitement avec le Département de l'information aux activités de communication auprès des médias prévues dans le cadre du système des Nations Unies afin d'attirer le maximum d'attention des médias à Genève et sur le terrain.

30. De février 2011 à avril 2012, la CNUCED a publié 90 communiqués de presse, dont 30 au sujet de la treizième session de la Conférence, et 43 notes d'information, dont cinq avaient trait à la treizième session de la Conférence. Celles-ci ont été envoyées sous forme électronique à des journalistes du monde entier dont le nom est répertorié dans une base de données constamment mise à jour. La CNUCED envoie aussi des communiqués de presse sous forme électronique aux États Membres et à la société civile, et les publie sur un site Web en temps réel.

31. Dans le cadre des relations qu'elle entretient avec la presse, la CNUCED publie un nombre croissant d'alertes pour les médias. Ces documents électroniques consultables en un coup d'œil sont conçus pour donner rapidement des informations aux journalistes ainsi que des liens vers les dossiers de presse et les documents de fond pertinents. Pendant la période considérée, 38 alertes ont été envoyées. Ce produit a été mis au point à la demande des médias afin de tenir compte de l'évolution du mode de fonctionnement des médias d'actualité. L'apparition rapide de services d'information en ligne accélère le cycle de production: aujourd'hui, les journalistes sont sans cesse submergés d'informations en temps réel et leur lectorat a davantage accès aux sources d'information. En outre, les journalistes font face à une diminution de la place accordée aux analyses approfondies dans la presse écrite. On privilégie davantage les informations qui font l'actualité ainsi que les faits et les chiffres les plus récents.

32. On s'est encore efforcé de réduire les frais de distribution lorsque cela était possible. La CNUCED a revu le nombre d'exemplaires papier demandé, en particulier pour le lancement des publications phares. Tous les rapports peuvent être téléchargés gratuitement à partir du site Web de la CNUCED. Les médias bénéficient d'un accès anticipé protégé par un mot de passe – sous embargo – afin de pouvoir en rendre compte rapidement.

33. La CNUCED a collaboré avec d'autres organismes, fonds et programmes des Nations Unies au lancement de ses publications et au développement de ses relations avec

les médias. La CNUCED a aidé le Département des affaires économiques et sociales à lancer à Genève les rapports de 2011 et de 2012 intitulés «Situation et perspectives de l'économie mondiale». Elle a aussi coordonné le lancement à Genève des rapports annuels 2011 et 2012 de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique.

3. Société civile

34. La stratégie de communication met l'accent sur la nécessité d'associer davantage la société civile aux activités de la CNUCED par une participation accrue aux réunions et aux séminaires et l'échange d'informations sous forme électronique. Elle accorde une importance particulière à la mobilisation de la société civile du Sud et préconise la création de partenariats pour favoriser le dialogue autour des messages clefs de la CNUCED. Pendant la période considérée, les relations de la CNUCED avec les organisations de la société civile ont essentiellement porté sur le troisième Colloque public, la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés et la treizième session de la Conférence.

35. La CNUCED a communiqué avec la société civile selon les modalités suivantes:

a) **Des alertes électroniques à l'intention des organisations de la société civile:** Ce sont des textes courts destinés à attirer l'attention sur les informations, conclusions et publications les plus récentes de la CNUCED et à signaler les activités intéressant la société civile;

b) **Des courriels spéciaux:** Ils sont envoyés à certaines organisations de la société civile pour leur communiquer des informations précises selon les besoins. La base de données regroupant les contacts de ces organisations a été étoffée de 40 % entre 2010 et 2011;

c) **Une section du nouveau site Web de la CNUCED est entièrement consacrée aux ressources dont a besoin la société civile:** Un portail de la société civile a été mis au point sur le site de la treizième session de la Conférence, et un site Web consacré au Colloque public de la CNUCED de 2011 a été créé;

d) **Des échanges directs:** Des séances d'information et des consultations ont été organisées et la contribution des organisations de la société civile aux réunions intergouvernementales de la CNUCED a été facilitée;

e) **Troisième Colloque public annuel, tenu en juin 2011:** Des fonctionnaires de la CNUCED, des représentants de la société civile, des parlementaires, des universitaires, ainsi que des représentants d'États membres, des médias, du secteur privé et d'autres institutions des Nations Unies et organisations internationales ont débattu librement des sujets d'actualité que la société civile avait recensés dans les travaux de la CNUCED. Les participants étaient plus de 250, dont 23 étaient des représentants d'organisations de la société civile d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe dont la participation avait été financée. Les résultats ont été diffusés, de même qu'une courte vidéo comportant des entretiens avec des participants de haut niveau. Environ 20 000 pages ont été visualisées sur le site Web spécialement consacré au Colloque.

36. Plus de 90 % des participants interrogés ont jugé bonne ou excellente la qualité des débats. La société civile estime que le Colloque est une réunion reconnue dont elle souhaiterait le maintien. Le Colloque étant actuellement organisé grâce aux ressources disponibles, il est difficile de faire participer davantage d'organisations de la société civile de pays en développement. Le recours accru aux TIC comme moyen de prendre en compte les vues des organisations de la société civile du Sud a abouti à des résultats positifs, mais il ne peut remplacer la présence physique de représentants au Forum.

37. La CNUCED continue de s'efforcer de consolider ses relations avec les organisations de la société civile en mobilisant les ressources disponibles. Certaines recommandations formulées dans la stratégie de communication ne peuvent être mises en œuvre que si des ressources sont disponibles. En particulier, des ressources sont nécessaires pour développer les relations avec la société civile du Sud et permettre la communication dans un plus grand nombre de langues.

Encadré 2.

La société civile à la treizième session de la Conférence

Dans le cadre de la préparation de la treizième session de la Conférence, des consultations et des échanges informels, des téléconférences et une réunion avec la société civile ont été organisés en 2011 et 2012. Environ 500 représentants de la société civile se sont inscrits pour la treizième session de la Conférence et ont reçu des informations sur cette réunion. Outre les 200 organisations dotées d'un statut d'observateur auprès de la CNUCED, 130 autres ont été accréditées pour participer aux travaux préparatoires et à la Conférence.

L'aide financière accordée par le Qatar a permis d'accroître la participation des organisations de la société civile à Doha: 40 représentants de la société civile ont ainsi pu assister à la treizième session de la Conférence.

Un forum de la société civile s'est tenu lors de la Conférence. Plus de 150 représentants de quelque 50 organisations du monde entier ont participé à la treizième session de la Conférence et au Forum. Il s'agissait notamment de groupes favorables au développement, de syndicats, de mouvements sociaux, d'associations professionnelles, de groupes de femmes ainsi que d'organisations d'agriculteurs, de défense de l'environnement et de commerce équitable, dont les représentants ont débattu de questions de leur choix qui avaient trait à la Conférence lors de quelque 40 séances plénières et réunions parallèles. Parmi les intervenants figuraient des représentants de premier plan participant à la treizième session de la Conférence, des parlementaires ainsi que des fonctionnaires de la CNUCED et d'autres organismes des Nations Unies. Les représentants de la société civile ont organisé des conférences de presse et publié plusieurs communiqués de presse. Les articles écrits par des représentants importants de la société civile sont parus dans de grands journaux.

4. Secteur privé

38. La plupart des aspects des travaux de la CNUCED ont des conséquences pour le secteur privé, secteur qui est directement visé par plusieurs publications destinées à éclairer le processus décisionnel des entreprises. Par exemple, les guides de l'investissement produits par la CNUCED et la Chambre de commerce internationale donnent aux entreprises des informations à jour sur les possibilités d'investissement dans les pays en développement. On peut citer aussi l'*Étude sur les transports maritimes*, publication annuelle considérée comme un ouvrage de référence par les acteurs du secteur privé, notamment les représentants de l'industrie mondiale des transports maritimes.

39. Les travaux de la CNUCED sur la crise financière et économique mondiale, les systèmes de taux de change, la gouvernance économique mondiale, la réforme financière et la financiarisation des marchés de produits de base ont reçu une plus grande attention de la part du secteur privé. Les économistes de la CNUCED ont été invités à s'exprimer lors de réunions organisées par le secteur privé, par exemple à la quatorzième Euro Finance Week qui s'est déroulée en novembre 2011.

40. La CNUCED collabore étroitement avec le Réseau mondial de banques d'importations-exportations et d'institutions de financement du développement, dans le cadre d'un partenariat qui a été mis en lumière à la treizième session de la Conférence. Ce réseau participe activement aux réunions d'experts de la CNUCED, notamment à la Réunion d'experts intitulée «Dialogue – Redéfinir le rôle du gouvernement dans le commerce international de demain» (mars 2012).

41. Consciente du rôle grandissant du secteur des services, la CNUCED a lancé le Forum mondial sur les services en avril 2012, à Doha. La réunion inaugurale a été organisée en coopération avec l'organisation Talal Abu-Ghazaleh et le Secrétariat du Commonwealth, et en partenariat avec la China Association of Trade in Services, l'Australian Services Roundtable, l'European Services Forum et le Caribbean Network of Service Coalitions. Le Forum a réuni des décideurs de haut niveau, des dirigeants d'entreprises et des représentants de coalitions et d'associations sectorielles de services provenant du monde entier.

42. La CNUCED a mis en place des partenariats novateurs avec l'industrie de la mode afin de renforcer la collaboration au service de la biodiversité et de l'utilisation durable de l'environnement. Certains de ces travaux ont été illustrés dans une vidéo (*Business and Biodiversity*, vidéo de trois minutes sur l'Initiative BioTrade, Télévision des Nations Unies, disponible à l'adresse <http://www.biobtrade.org/index.asp>).

43. Parmi les partenaires de l'Initiative BioTrade de la CNUCED figure le Centre for Sustainable Fashion du London College of Fashion, qui remet un prix spécial récompensant les créateurs d'articles de mode écologiquement durables. La CNUCED collabore aussi avec Coknit Connect à l'Institut européen de stylisme, à Madrid, à un projet de recherche et d'expérimentation qui vise à innover dans l'utilisation des matières, en coopération avec des sociétés d'habillement telles que Zara et Mango.

44. En collaboration avec le Centre mondial de surveillance de la conservation de la nature du Programme des Nations Unies pour l'environnement, le groupe Gucci et d'autres entreprises du secteur de la mode, la CNUCED a contribué à la création d'un groupe de travail international sur l'approvisionnement durable en cuir de reptile (juillet 2011). Ce groupe multipartite comprend 54 acteurs, dont la majorité appartenait au secteur privé en décembre 2011.

Encadré 3.

Toucher plusieurs publics cibles essentiels: l'exemple du Forum mondial de l'investissement 2012

Le Forum mondial de l'investissement 2012 s'est tenu à Doha du 20 au 23 avril. Il a attiré plus de 1 400 participants provenant de 145 pays. Ont participé aux 15 réunions organisées des chefs d'État, des ministres et des hauts fonctionnaires, des présidents-directeurs généraux de grandes entreprises, des chefs de secrétariat d'organisations internationales, des négociateurs d'accords d'investissement, des experts de la promotion et de l'implantation des investissements, des experts comptables, des dirigeants de fonds souverains, des universitaires et des représentants de la société civile.

La CNUCED a informé les participants au Forum de ses travaux de recherche et d'analyse des politiques dans les domaines de l'investissement et du développement des entreprises selon les modalités suivantes:

a) Une campagne d'information en ligne a été lancée sur le site Web, à l'aide de documents multimédias et de Twitter;

b) Un certain nombre de relations sur mesure ont été nouées avec des médias internationaux de l'audiovisuel et de la presse, concernant la promotion et la couverture du Forum. Il s'agissait notamment d'Afrique Magazine, d'Al Jazeera, de Bloomberg, de CNBC, de l'International Herald Tribune, de Thomson Reuters et de World Finance;

c) Le World Investment Network (Réseau mondial de l'investissement, récemment étoffé), qui comprend une base de données de plus de 9 000 contacts, a été mobilisé pour diffuser les travaux de la CNUCED sur l'investissement et le développement des entreprises et pour donner des informations sur le Forum mondial de l'investissement et le faire connaître.

La campagne d'information sur le Forum a également été axée sur l'établissement de bons contacts avec les principaux acteurs de l'investissement et du secteur des entreprises. Les relations personnalisées et suivies nouées avec des responsables de haut niveau du secteur public et du secteur privé ont aidé la Division à attirer des participants éminents et à assurer une large couverture médiatique au Forum mondial de l'investissement et aux produits essentiels de la Division.

5. Universités et établissements de recherche

45. Depuis le début de 2011, ce ne sont pas moins de 100 conférences et exposés que les économistes de la CNUCED ont donnés et présentés sur les causes et les répercussions de la crise économique et financière mondiale et sur les mesures prises pour y faire face. Des séminaires de recherche auxquels ont participé des experts éminents de la dette ont été organisés en février 2011 à l'Université de Columbia à New York, en partenariat avec l'initiative Policy Dialogue, et en mars 2012 à l'Université autonome de Madrid.

46. La CNUCED a continué de dispenser des cours à la World Maritime University et de détacher une équipe de trois conférenciers auprès de l'Institut international de management pour la logistique de l'École polytechnique fédérale de Lausanne, connue sous le sigle EPFL. Les cours sont dispensés à des étudiants provenant de pays développés et de pays en développement. En 2012, la CNUCED a apporté une contribution au cours international de deuxième cycle universitaire consacré à la recherche sur l'environnement et les ressources marines qui avait été organisé par un consortium d'universités européennes à l'Université du Pays basque à Saint-Sébastien (Espagne).

47. Les études de la CNUCED sont judicieusement envoyées à certains contacts dans les milieux universitaires et scientifiques, essentiellement par voie électronique. Des exemplaires des principales publications sont expédiés par la poste à des centaines de bibliothèques universitaires de pays en développement. L'Institut virtuel de la CNUCED appuie les universités et les établissements de recherche des pays en développement et des pays en transition. La croissance rapide de ce réseau en démontre la pertinence: l'Institut, qui regroupait cinq membres fondateurs en 2004, compte désormais parmi ses membres 66 universités et 8 organes de réflexion et enregistre plus de 2 600 utilisateurs individuels.

48. Les vidéoconférences de l'Institut virtuel favorisent la diffusion des résultats des travaux de recherche exposés dans les publications phares de la CNUCED. Des analyses du *Rapport sur le commerce et le développement, 2011* ont été présentées à des étudiants et à des décideurs au Brésil, en Jordanie, au Pérou et en Fédération de Russie.

49. Une bibliothèque en ligne complète permettant la recherche textuelle a été ajoutée au site de l'Institut virtuel. Ce site contient aussi une bibliothèque de ressources didactiques multimédias articulées autour d'exposés filmés des travaux de recherche de la CNUCED.

6. Grand public

50. La CNUCED organise des exposés à l'intention de groupes universitaires, de diplomates et de hauts fonctionnaires en visite. Elle participe aussi au Programme annuel de hautes études organisé par le Département de l'information et aux cours de politique commerciale de l'OMC qui sont dispensés trimestriellement. Au cours de la période considérée, 89 groupes, totalisant plus de 2 400 participants, ont été accueillis par la CNUCED. Le personnel est régulièrement sollicité pour donner un aperçu des travaux de la CNUCED et animer des débats sur des sujets particuliers. Des dossiers d'information sur mesure sont préparés pour chaque groupe de visiteurs.

51. La CNUCED a aussi produit, en utilisant ses ressources, des supports audiovisuels destinés au grand public, notamment en coopération avec le Département de l'information et des chaînes d'information, afin d'illustrer des projets ou des travaux de l'organisation, à savoir une vidéo d'information sur la treizième session de la Conférence qui a été présentée sur plusieurs grandes chaînes, notamment CNN et Al Jazeera, et sur la page d'accueil du site Web de l'ONU. L'intérêt que le grand public porte aux travaux de la CNUCED est démontré par l'ampleur de la couverture que leur consacrent les principaux médias, comme l'a fait le *New York Times* sur la réunion d'experts spéciale consacrée aux conséquences des changements climatiques et à l'adaptation à ces changements pour les ports du monde entier (septembre 2011) et dans la vidéo de l'Initiative *BioTrade* diffusée dans *CNN World Report* et *UN in Action*.

52. La CNUCED a choisi d'exposer certains de ses travaux sur des stands d'information installés au cours des réunions intergouvernementales et à d'autres grandes réunions organisées en dehors de Genève, par exemple à la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés et à la treizième session de la Conférence. L'organisation a aussi étudié les moyens de contribuer à l'organisation de conférences sans papier.

II. Publications

53. Conformément au paragraphe 186 de l'Accord d'Accra, la CNUCED a continué de rationaliser son programme de publication, afin de répondre de manière plus ciblée aux besoins des États membres et d'améliorer la qualité de ses produits. Quelques 225 publications sont parues au cours de l'exercice biennal 2008-2009 et la parution de 184 publications est prévue pour l'exercice biennal 2012-2013, illustrant ainsi l'évolution du nombre de publications. À sa cinquante-septième session, en novembre 2010, le Groupe de travail a approuvé le programme de travail pour l'exercice biennal 2012-2013 et, ce faisant, le nombre prévu de publications pour cet exercice. À sa soixante et unième session, le Groupe de travail réexaminera le programme de travail afin de tenir compte des résultats de la treizième session de la Conférence.

A. Planification et gestion des publications

54. Conformément à la politique de publication adoptée par le Conseil du commerce et du développement, la CNUCED a effectué des analyses d'avant-garde, en mettant l'accent sur les principaux problèmes auxquels les pays en développement sont confrontés et en proposant des solutions pratiques et des orientations. La publication des principaux rapports a été échelonnée pour mieux promouvoir chaque étude. En outre, toutes les publications ont fait l'objet de multiples contrôles de qualité. L'ensemble des documents et publications produits ont été soumis à une approbation de principe afin de veiller à la cohérence des orientations et d'en contrôler la qualité. Le secrétariat a aussi largement eu recours aux examens collégiaux. Par exemple, le *Rapport sur le commerce et le développement, 2011*,

le *World Investment Report 2011*, le *Rapport 2011 sur la technologie et l'innovation*, le *Rapport 2011 sur l'économie d'information* et l'*Étude sur les transports maritimes, 2011* ont fait l'objet d'examens collégiaux approfondis. Ceux-ci permettent d'enrichir les rapports, d'ajouter des perspectives régionales et nationales et de veiller à ce que l'analyse soit à la pointe des connaissances.

55. Il est essentiel que les publications soient traduites pour assurer une diffusion appropriée des conclusions et des recommandations qui y figurent. Il demeure toutefois difficile d'obtenir la traduction d'un document en temps voulu en raison des ressources limitées dont disposent les services de traduction de l'Organisation des Nations Unies. Les versions traduites de plusieurs rapports phares ont en conséquence été publiées avec un retard considérable.

56. La CNUCED s'emploie activement à copublier certains produits afin d'élargir leur diffusion et de toucher de nouveaux publics. Par exemple, les guides de l'investissement sont publiés conjointement avec la Chambre de commerce internationale. En outre, la CNUCED a collaboré avec le Département des affaires économiques et sociales et les commissions régionales pour la publication intitulée *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2012*. En ce qui concerne les questions liées au commerce, la CNUCED a participé au *Rapport sur les objectifs du Millénaire pour le développement, 2011*, publication conjointe des Nations Unies dirigée par le Département des affaires économiques et sociales. Les *Profils tarifaires dans le monde 2011* constituent un autre exemple de publication conjointe de l'OMC, du Centre du commerce international, de la CNUCED et de l'OMC. L'étude intitulée *Price Formation in Financialized Commodity Markets: The Role of Information*, a été copubliée avec Arbeiterkammer Wien. La CNUCED a contribué à un certain nombre de publications sur la logistique commerciale émanant des organisations compétentes, par exemple, au *International Handbook of Maritime Economics*. L'examen de la politique de l'Égypte en matière de TIC (*ICT Policy Review of Egypt*) a été en partie financé par le Programme des Nations Unies pour le développement et par le Ministère égyptien des technologies de l'information et de la communication. La publication intitulée *Transports maritimes et changements climatiques* de la CNUCED a été publiée en 2012 par les Nations Unies et Earthscan (Routledge).

B. Pertinence, cohérence, caractère novateur et qualité des publications

57. Tout au long de l'année 2011, les travaux de recherche et d'analyse de la CNUCED ont continué d'être axés sur les besoins à satisfaire pour que les États membres soutiennent la reprise économique au lendemain de la crise économique et financière mondiale. Alors que, en 2009, la CNUCED s'était essentiellement attachée aux causes de la crise et que, en 2010, ses travaux de recherche et d'analyse visaient à définir des mesures, stratégies et initiatives macroéconomiques novatrices, en 2011, elle a analysé les défis que devait relever l'économie mondiale après la crise. Ses analyses continuent d'avoir pour objectif d'appuyer les nouvelles dynamiques de l'investissement et du commerce ainsi que les réformes institutionnelles destinées à soutenir la reprise, à renforcer la capacité d'adaptation aux chocs, à surmonter les crises alimentaires, à faire face aux changements climatiques et autres défis environnementaux et à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement tout en tenant particulièrement compte des besoins des PMA.

58. Le *Rapport sur le commerce et le développement, 2011: L'économie mondiale après la crise*, examine les tendances récentes de l'économie mondiale et constate que la reprise s'essouffle et que les risques de détérioration sont importants. Il se demande si les décideurs ont tiré les enseignements de la crise mondiale dans le cadre de la réforme des systèmes financiers nationaux et international et dans l'élaboration des politiques macroéconomiques. Il montre que l'enthousiasme généralisé à l'égard de réformes

systémiques et de politiques macroéconomiques de soutien de la croissance qui avait été suscité par la crise a été de courte durée. La politique macroéconomique, surtout la politique budgétaire, est en train de virer à l'austérité, au détriment d'une croissance soutenue de l'économie mondiale et au risque de voir de nouvelles crises financières éclater. Il est donc toujours aussi urgent de repenser les politiques et de réformer le système financier et monétaire. Des propositions concrètes sont avancées pour aller dans le sens d'un renforcement de la réglementation sur les marchés financiers et les marchés de produits de base, de la réforme du système monétaire international et de la réorientation de la politique budgétaire.

59. La publication intitulée *Trade and Development Report, 1981-2011: Three Decades of Thinking Development* examine les principaux problèmes qui se posent à l'économie mondiale et la manière dont l'élaboration de stratégies de développement a été traitée dans le *Rapport sur le commerce et le développement* au fil des différentes livraisons parues au cours des trois dernières décennies. Elle montre comment les idées, les opinions et les propositions avancées dans ces rapports et les méthodes d'analyse adoptées étaient différentes de celles qui étaient couramment suivies, et retrace leur évolution face aux nouveaux enjeux. Cette synthèse réexamine la notion d'interdépendance et explique la manière dont les différents rapports ont appréhendé les politiques macroéconomiques et financières des pays développés et des pays en développement. Elle passe aussi en revue la contribution du *Rapport sur le commerce et le développement* au débat sur les faiblesses et les réformes de la gouvernance mondiale dans les domaines commercial, financier et macroéconomique, et résume à la fois les constats d'échec et de succès des politiques de développement et les recommandations formulées au sujet des stratégies de développement. Enfin, elle s'efforce de recenser de nouvelles questions qui pourraient faire l'objet des prochaines livraisons.

60. Dans l'optique de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Sommet de Rio+20), prévue en juin 2012, et sachant que l'économie verte dans le cadre d'un développement durable et de l'élimination de la pauvreté en était le thème, les analyses que la CNUCED a effectuées en 2011 ont aidé les pays à examiner les questions posées et à créer un consensus sur les conditions nécessaires à l'adoption de mesures de lutte contre les changements climatiques et à leur amélioration. Ces analyses ont porté en particulier sur la manière dont une croissance alimentée par le commerce peut permettre à l'économie verte de favoriser le développement et de dégager des revenus qui contribuent directement à la réalisation de l'impératif du développement durable. Elles s'inscrivaient dans la série de publications de la CNUCED intitulées «The Road to Rio+20: For a Development-Led Green Economy». Celles-ci ont essentiellement examiné des questions présentant un intérêt pour la croissance de l'économie verte – mode de développement à faible intensité de carbone qui utilise les ressources de façon rationnelle dans le but d'augmenter le niveau de vie de manière durable tout en luttant contre les changements climatiques et en préservant la biodiversité.

61. Par le biais de ses analyses et de ses services consultatifs, la CNUCED renforce la capacité des pays en développement d'attirer l'investissement et d'exploiter leur potentiel de développement. La pertinence des thèmes examinés par le *World Investment Report* et sa contribution à une meilleure compréhension de l'impact de l'IED sur le développement ont été soulignées lors de plusieurs réunions intergouvernementales et autres grandes réunions internationales. Par exemple, l'Ambassadrice Ellen Nee-Whang (Ghana) a fait observer, à l'occasion d'une session du Conseil du commerce et du développement, que «les données et analyses opportunes figurant dans le *World Investment Report* constituent un instrument essentiel pour les décideurs [...] dans le choix de leurs priorités et dans l'élaboration de mesures tenant compte des tendances récentes du développement».

62. La CNUCED a récemment lancé les publications intitulées *Global Investment Trends Monitor* et *Investment Policy Monitor*, qui présentent et analysent trimestriellement, sous forme électronique, l'évolution récente de l'investissement international et des politiques adoptées aux niveaux national et international. Les informations qui y figurent ont été dans une large mesure relayées par les médias internationaux et ceux des pays en développement, certaines livraisons ayant même fait l'objet de plus de 400 coupures de presse. Ces publications ont été largement citées dans les discours liminaires de hauts responsables et dans les analyses des politiques d'investissement effectuées dans le monde entier.

63. En outre, au cours du dernier exercice biennal, la CNUCED a réalisé sept nouveaux numéros de la série des *Études sur les politiques d'investissement international au service du développement* et de nouveaux numéros de la série portant sur les questions relatives aux accords internationaux d'investissement, qui examinent les questions essentielles et nouvelles relatives à ces accords et à leur contribution au développement. En 2011, des rapports axés sur des mesures concrètes visant à attirer davantage d'IED ont été publiés dans le cadre de l'examen de la politique d'investissement du Guatemala, de la Macédoine et du Mozambique et quatre autres sont en cours d'établissement pour le Bangladesh, Djibouti, la République de Moldova et la Mongolie.

64. En 2011, la CNUCED a aussi achevé des rapports sur la mise en œuvre de ses recommandations en Éthiopie et en République-Unie de Tanzanie, et a procédé à une évaluation de la politique rwandaise. Tous ces rapports ont montré que les mesures préconisées dans les examens de la politique d'investissement étaient bien suivies et avaient suscité un regain d'intérêt chez les investisseurs actuels et potentiels.

65. En se fondant sur la trentaine d'examens de la politique d'investissement déjà réalisés, la CNUCED a achevé une étude intitulée «IPRs: Shaping Investment Policies around the World», qui dresse un bilan de l'aide qu'elle a apportée pendant plus de dix ans aux pays en développement désireux d'élaborer une politique d'investissement conforme à leur stratégie de développement. Ont aussi été publiés sept nouveaux numéros de la série relative aux meilleures pratiques en matière d'investissement au service du développement, qui s'inspirent d'autres expériences couronnées de succès.

66. Dans le domaine de l'investissement, la CNUCED a aussi aidé les pays en développement à collecter, diffuser et analyser des données de qualité sur l'IED et les activités des sociétés transnationales, notamment en constituant des équipes nationales chargées de l'IED pour faciliter le processus. Un certain nombre de pays bénéficiaires sont désormais en mesure d'établir des rapports nationaux annuels sur l'IED en suivant des méthodes reconnues au niveau international.

67. Au cours de l'année, la satisfaction des besoins des PMA a constitué une priorité dans les activités de la CNUCED. Le *World Investment Report 2011* contenait une section où était spécifiquement analysé l'investissement dans les PMA, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement. La CNUCED a aussi apporté une contribution de fond sur l'investissement dans le cadre de la préparation de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, à l'occasion de laquelle elle a lancé la publication intitulée *Foreign Direct Investment in LDCs: Lessons Learned from the Decade 2001-2010 and the Way Forward*. Dans ce rapport sont analysées les tendances des flux et du stock d'IED dans les PMA, ainsi que les orientations suivies en matière d'IED aux niveaux national et international au cours des dix dernières années. Certaines lacunes constatées au cours de la période considérée y sont illustrées et un plan d'action visant à accroître l'IED et sa contribution au développement dans la prochaine décennie y est proposé. Le rapport présente aussi des profils nationaux d'investissement pour tous les PMA.

68. Pendant la Conférence, la CNUCED a aussi lancé une publication sur l'investissement dans la production pharmaceutique des PMA, qui sert de guide aux décideurs et aux organismes de promotion de l'investissement dans ce domaine, et a organisé des séances de présentation des quatre guides de l'investissement dans des PMA établis en 2011. En conséquence, des pays bénéficiaires tels que la Zambie ont enregistré une recrudescence d'engagements fermes de la part de nouveaux investisseurs. La CNUCED a aussi réalisé des analyses sur la manière d'accroître la contribution du commerce au développement des PMA et d'en faire profiter l'ensemble de la population.

69. Diverses études sectorielles sur le commerce des services ont été réalisées, notamment les publications intitulées: «*Impact of Remittances on Poverty in Developing Countries; Maximizing the Development Impact of Remittances; Services, Trade and Development; et Services, Development and Trade: The Regulatory and Institutional Dimension of Infrastructure Services*» (vol. I et II).

70. La CNUCED a procédé à d'autres analyses sur le commerce dans les études suivantes: *Trade Liberalization, Investment and Economic Integration in African Regional Economic Communities – Towards the African Common Market; Who is Benefiting from Trade Liberalization in Bhutan? A Gender Perspective*; «Participation du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique au commerce international»; et *WTO Negotiations on Environmental Goods: Selected Technical Issues*.

71. Les examens de la politique du Pérou et d'El Salvador dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation ont été largement couverts par la presse nationale lorsqu'ils ont été présentés dans la capitale. La qualité et la pertinence des travaux ont été largement saluées par les participants à l'occasion de la réunion organisée dans chacun de ces pays. Nous avons la preuve que ces examens ont été pris en compte dans l'adoption de nouvelles mesures relatives à la science, à la technologie et à l'innovation dans chacun de ces pays.

72. En 2011, la CNUCED a publié les quatrième et cinquième numéros d'une série d'études en cours sur la science, la technologie et l'innovation qui s'efforcent d'examiner les sujets les plus importants ayant trait à la contribution de la science, de la technologie et de l'innovation au développement. Le quatrième numéro, intitulé *Water for Food – Innovative Water Management Technologies for Food Security and Poverty Alleviation*, a été diffusé à la quatorzième session de la Commission de la science et de la technique au service du développement et à la treizième session de la Conférence.

73. Le cinquième numéro de la série intitulée *Applying a Gender Lens to Science, Technology and Innovation* a été élaboré grâce aux apports du Conseil consultatif pour les questions de parité de la Commission de la science et de la technique au service du développement, à la demande du Conseil économique et social, et a constitué une contribution à la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme. Les conclusions préliminaires de cette étude ont été présentées à la cinquante-cinquième session de la Commission, qui a ensuite adopté des conclusions concertées encourageant la réalisation de nouveaux travaux dans ce domaine. L'étude a ensuite été présentée à la réunion du Groupe intersessions de la Commission pour 2011-2012 à Manille, où elle a été favorablement accueillie par les États membres. Les participants ont encouragé la CNUCED à poursuivre ses travaux de recherche dans ce domaine. La CNUCED et le Conseil consultatif pour les questions de parité de la Commission s'inspirent de ces travaux pour collaborer à de bonnes pratiques dans le domaine considéré.

74. L'examen de la politique de l'Égypte dans le domaine des TIC (*ICT Policy Review of Egypt*) a été le premier exercice de ce type mené par la CNUCED. Ces examens permettront à la CNUCED d'aider les pays en développement qui le demandent à adapter leur politique relative aux TIC et leur mécanisme d'application afin de soutenir la

concurrence dans l'économie fondée sur l'information et la connaissance. L'Égypte s'est particulièrement félicitée de l'examen mené, et a appelé de ses vœux un suivi et une nouvelle analyse du secteur des TIC.

75. Le *Rapport 2011 sur l'économie de l'information* a contribué à sensibiliser les parties intéressées aux moyens d'utiliser les TIC pour promouvoir le développement du secteur privé, notamment l'entrepreneuriat des femmes. Il a donné des conseils clairs aux gouvernements et aux partenaires de développement. Ses recommandations ont suscité l'intérêt de plusieurs organismes donateurs et gouvernements. Par exemple, pour la première fois, le Comité des donateurs pour le développement de l'entreprise a pris en compte les TIC dans le recensement des activités menées par les donateurs en faveur de l'entrepreneuriat des femmes. La CNUCED a aussi été priée par l'Office allemand de la coopération internationale (GIZ, Allemagne) de réaliser une étude sur la manière dont les marchés publics peuvent soutenir le développement du secteur des TIC dans les pays en développement.

76. Les publications de la série *Trade Facilitation in Regional Trade Agreements* analysent les mesures douanières et autres mesures de facilitation du commerce prévues dans 118 accords commerciaux régionaux en vigueur en Afrique, aux Amériques, en Asie et en Europe, ainsi que les accords conclus dans d'autres régions. Les dispositions des accords commerciaux régionaux examinées ont trait à la publication et à l'administration des règles commerciales, des procédures douanières et de la liberté de transit.

77. La publication intitulée *Liability and Compensation for Ship-Source Oil Pollution: An Overview of the International Legal Framework for Oil Pollution Damage from Tankers* analyse le cadre juridique complexe dans son ensemble et illustre certains facteurs de l'élaboration des politiques nationales, afin d'aider les décideurs, en particulier dans les pays en développement, à évaluer les bienfaits de l'adoption et de l'application des instruments juridiques internationaux pertinents.

78. Outre la base de données en ligne UNCTADSTAT, les publications statistiques de la CNUCED, telles que le *Manuel de statistiques de la CNUCED 2011*, ont donné aux décideurs et aux autres acteurs des données pertinentes sur le commerce mondial, l'investissement, les flux financiers internationaux, l'indice de connectivité des transports maritimes et le développement afin d'éclairer leurs analyses empiriques et leurs décisions.

79. La livraison de 2012 de la publication intitulée *Development and Globalization: Facts and Figures* présente les statistiques les plus récentes sur l'état actuel de l'économie mondiale, assortie d'observations d'experts sur leurs incidences empiriques. Cette publication quadriennale, destinée aux spécialistes et au grand public, a été présentée pour la première fois sous forme électronique. Les graphiques animés, les diagrammes et tableaux statistiques bien conçus et le glossaire des principales notions économiques et statistiques qui y figurent sont des moyens pratiques de mieux comprendre l'évolution du développement dans le temps.

C. Diffusion optimale des publications

1. Disponibilité accrue des publications électroniques

80. Un effort collectif a été fait pour structurer la diffusion des publications de façon à répondre aux besoins de chaque type de public. Les TIC ont été mis à profit pour réduire les frais et les retards tout en optimisant la diffusion. La CNUCED a également pris en considération la demande de versions papier, en particulier lorsque l'accès à Internet est limité. Tous les rapports peuvent être téléchargés gratuitement à partir de son site Web. Ils sont envoyés par voie électronique, avant leur parution, à des destinataires soigneusement choisis. Disposant d'un mot de passe protégé, les médias ont ainsi accès aux publications

sous embargo avant la date de leur lancement afin d'avoir le temps de bien en rendre compte. Les informations affichées sur la page d'accueil du site Web de la CNUCED contribuent à accroître la visibilité des travaux de l'organisation.

81. Certains exemples illustrent bien l'évolution en cours. La bibliothèque en ligne de l'Institut virtuel, qui permet une recherche en texte intégral, stimule la diffusion en ligne. Les publications sur des questions liées au commerce sont régulièrement diffusées par voie électronique via des réseaux comme le Social Science Research Network. Le bulletin d'information *Transport Newsletter* est envoyé sous forme électronique à un nombre élevé et croissant d'abonnés (environ 3 000). On peut s'abonner gratuitement à l'adresse www.unctad.org/transportnews.

82. Des versions papier et des CD-ROM de diverses publications de la CNUCED sont distribuées à certaines occasions (conférences, séminaires, réunions, expositions, etc.). Les publications de la CNUCED font aussi partie des textes de lecture et des documents de référence qui sont utilisés dans le cadre des cours dispensés et des débats menés au titre du paragraphe 166 du Plan d'action de Bangkok. La CNUCED propose un nombre croissant de ses publications sous forme de CD-ROM/DVD.

83. La politique de publication préconise de recourir davantage aux réseaux de la CNUCED et aux représentations dans les pays. Dans le domaine de l'investissement et des entreprises, la CNUCED a mis sur pied un réseau interactif en ligne, le World Investment Network, qui compte maintenant plus de 9 000 contacts individuels et regroupe neuf réseaux professionnels d'experts tels que le réseau d'experts sur les accords internationaux d'investissement. En matière de politique de concurrence, la CNUCED a mis en place un partenariat de recherche auquel participent des experts provenant de 35 établissements de recherche du monde entier. Ce réseau produit des rapports et des publications sur un certain nombre de thèmes traités chaque année. Le *Rapport 2011 sur l'économie de l'information* et les documents techniques de la CNUCED sur la mesure de l'économie de l'information ont été diffusés par le réseau du Partenariat sur la mesure de la contribution des TIC au développement.

84. Plusieurs nouveaux partenariats ont été mis en place au cours de l'année et d'autres ont été renforcés, dont un partenariat avec la Commission de l'Union africaine. Ce projet a notamment pour objectif d'instaurer un dialogue régulier avec les parties intéressées établies en Afrique afin d'examiner les conclusions des recherches et les activités dont il est question dans le *Rapport sur les pays les moins avancés* et le rapport intitulé *Le développement économique en Afrique*, à l'occasion de séminaires de formation et d'ateliers conjoints destinés aux acteurs locaux et régionaux en Afrique.

85. À sa cinquante-cinquième session, le Groupe de travail avait demandé la tenue de réunions d'information systématiques sur les rapports phares et sur d'autres publications. Depuis la douzième session de la Conférence, quatre grands rapports ont été examinés aux sessions du Conseil du commerce et du développement. Dans la mesure du possible, les consultations du Président ont comporté des réunions d'information sur des publications spécifiques.

2. Conférences de presse pour le lancement des principales publications

86. Pendant la période considérée, la CNUCED a organisé 124 conférences de presse dans le monde entier pour le lancement de 21 rapports et publications.

87. Une stratégie de diffusion sur mesure est mise au point pour chaque publication ou réunion. Des conférences de presse sont organisées simultanément dans différents pays et régions. Si les exposés présentés aux médias nationaux ont des chances de toucher un plus grand public, un rapport est présenté – sous embargo – peu avant la date de publication. La campagne organisée dans les médias comprend des émissions de radio et de télévision ainsi

que des exposés présentés dans un grand nombre d'établissements universitaires et autres. La CNUCED profite du lancement des grands rapports pour s'adresser plusieurs fois par an à la presse dans les principaux centres d'information.

88. Le *Rapport 2011 sur les pays les moins avancés: Contribution potentielle de la coopération Sud-Sud à un développement équitable et durable* a été lancé en novembre 2011 à Genève, Maseru, New Delhi, Stockholm, Addis-Abeba, Bruxelles, Dhaka, Johannesburg, Lusaka, Paris et Kigali. L'intérêt suscité par ce rapport a débouché sur la publication de trois communiqués de presse, de 82 articles de presse et de divers entretiens.

89. Le Rapport 2011 intitulé *Le développement économique en Afrique*, publié conjointement par la CNUCED et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), a été lancé à Paris, Londres, Genève, Vienne, Accra, Dakar, Addis-Abeba, Johannesburg et Maseru. Il a fait l'objet de 213 articles de presse et entretiens, diffusés à la télévision et à la radio, qui mettent en lumière les conclusions du rapport. Ce rapport a été lancé à Accra par Third World Network en collaboration avec l'ONUDI à Genève, et avec l'ONUDI et la Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abeba. Il a aussi été diffusé à l'occasion de divers exposés présentés à des étudiants qui se rendaient en visite d'étude à l'Office des Nations Unies à Genève et aux États membres qui participaient à la cinquante-huitième session du Conseil du commerce et du développement en septembre 2011. Les conclusions du rapport ont été examinées lors de l'atelier sur le développement industriel et la mondialisation en Afrique que l'Institut virtuel de la CNUCED avait organisé pour les étudiants de premier cycle en commerce international de l'Université de Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie). Le lancement du rapport intitulé *Le développement économique en Afrique* a eu lieu à Maseru le 12 juillet 2011, parallèlement à la clôture d'un atelier de diffusion organisé par le Ministère des finances et de la planification du développement du Gouvernement lesothan et par la CNUCED sur les mesures visant à accroître la mobilisation des ressources financières intérieures. Cet atelier, qui réunissait toutes les parties intéressées au Lesotho, visait à diffuser les conclusions du Manuel directif de la CNUCED intitulé *Enhancing the Role of Domestic Financial Resources in Africa's Development* aux autorités publiques, à la société civile et au secteur privé du Lesotho.

Encadré 4

Exemples de publications diffusées en 2011

Rapport sur le commerce et le développement, 2011: L'économie mondiale après la crise

Dix conférences de presse: Argentine, Brésil, Égypte, France, Inde, Liban, Maroc, Royaume-Uni, Suisse, Thaïlande

Nombre de coupures de presse recueillies: 427

World Investment Report 2011: Non-Equity Modes of International Production and Development (Rapport sur l'investissement dans le monde, 2011: Modes de production internationale sans participation au capital et développement)

Quarante-huit conférences de presse: Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Autriche, Bahreïn, Bangladesh, Belgique, Brésil, Bulgarie, Chili, Chine, Colombie, Croatie, Égypte, Équateur, Espagne, États-Unis, Éthiopie, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Inde, Iran (République islamique d'), Italie, Jamaïque, Liban, Malaisie, Maurice, Nigéria, Pays-Bas, Philippines, Pologne, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Sénégal, Serbie, Singapour, Sri Lanka, Suisse, Thaïlande, Turquie, Venezuela (République bolivarienne du), Zimbabwe

Nombre de coupures de presse recueillies: 1 490

Rapport 2011 sur les pays les moins avancés: Contribution potentielle de la coopération Sud-Sud à un développement équitable et durable

Onze conférences de presse: Afrique du Sud, Bangladesh, Belgique, Éthiopie, France, Inde, Lesotho, Rwanda, Suède, Suisse, Zambie

Nombre de coupures de presse recueillies: 84

Rapport 2011 sur l'économie de l'information: Les TIC, catalyseur du développement du secteur privé

Douze conférences de presse: Afrique du Sud, Cameroun, États-Unis, Éthiopie, Inde, Liban, Namibie, Ouganda, Royaume-Uni, Suisse, Thaïlande, Tunisie

Nombre de coupures de presse recueillies: 105
